

ATTESTATION D'EMPLOYEUR DESTINÉE À Pôle emploi

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à Pôle emploi :
- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi, en la téléchargeant sur son espace personnel, si, au terme de sa demande d'allocations dématérialisée, il lui est demandé de la transmettre à Pôle emploi (pour s'inscrire ou se réinscrire comme demandeur d'emploi, le salarié effectuera sa demande sur le site internet de Pôle emploi : www.pole-emploi.fr - candidat - m'inscrire / me réinscrire) ;
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

Attestation éditée automatiquement par POLE EMPLOI le 17/11/2022 16:51 N° d'ordre 1714537925

Logiciel utilisé : AE WEB RG

1. l'employeur

COMMUNE D AUSSAC

Téléphone : 0 5 4 5 2 0 6 1 6 0

Statut juridique : 16560 AUSSAC VADALLE

N° SIRET : 2 1 1 6 0 0 2 4 2 0 0 0 1 3 Code APE/NAF : 8 4 1 1 Z

Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé :

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé : Ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

☒ Employeur en auto assurance ☐ Employeur ayant conclu une convention de gestion ☐ Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public

N° de la convention de gestion :

Code d'affectation : N° interne employeur public :

☐ Employeur ayant adhéré à titre révocable ☐ Employeur ayant adhéré à titre irrévocable

Date d'adhésion : Statut du salarié : ☐ stagiaire ☒ titulaire ☐ non titulaire

2. le salarié

☒ Mme ☐ M

Nom de famille (nom de naissance) : RENAUD

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Prénom (s) : Christelle

Adresse : 562 route de Chantoiseau

Code postal : 1 6 5 6 0 Commune : COULGENS

NIR (n° de Sécurité sociale) : 2 6 9 1 0 1 6 0 1 5 1 4 7 Date de naissance : 2 7 1 0 1 9 6 9

Lieu de naissance : Angoulême

Ressortissant : ☒ français ☐ UE ☐ EEE ☐ Suisse ☐ hors UE et EEE

Niveau de qualification : Employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de service 0 6 Statut cadre ou assimilé : ☐ oui ☒ non

2691016015147 RENAUD Christelle

3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

☐ Régime AGIRC-ARRCO
 ☐ CRPN
 ☐ Autres (précisez) :

☒ IRCANTEC
 ☐ CNBF

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) :

Régime général

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? ☐ oui ☒ non

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD), vous disposez vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle Emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 1 0 9 2 0 1 4 au 3 0 0 9 2 0 2 2

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement)

■ Dernier emploi tenu : adjoint technique

Dernier lieu de travail (pays) :

Dépt. 1 6

■ Ancienneté dans l'entreprise : ☐ moins d'1 an ☒ entre 1 an et moins de 2 ans ☐ au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle : 3 0 0 9 2 0 2 2

■ Préavis : effectué du au

☐ non effectué ☐ payé du au

☐ non payé du au

(motif) :

■ Catégorie d'emploi particulier :

☐ travailleur à domicile
 ☐ employé de maison
 ☐ assistante maternelle, garde d'enfant
 ☐ salarié en portage salarial

☐ autre (préciser)

■ Horaire de travail : (en heures)

- salarié au forfait ☐ oui ☒ non Précisez : ☐ convention de forfait en heures ☐ convention de forfait en jours

hebdomadaire

mensuel

annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : ☐ ou 151.67 ☐ ou

- du salarié : ☐ ou 25.17 ☐ ou

- motif en cas de différence : ☒ travail à temps partiel

☐ autre motif (précisez) :

2691016015147 RENAUD Christelle

4. emploi

■ Nature du contrat : ☒ contrat à durée indéterminée ☐ contrat à durée déterminée

■ Contrat de type particulier : ☐ apprentissage ☐ professionnalisation ☐ CUI-CIE ☐ CUI-CAE

☐ contrat d'engagement éducatif ☐ emploi d'avenir ☐ autre (précisez) :

■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées :

Congé sabbatique du au

Congé sans solde et assimilé du au

Période de disponibilité des trois fonctions publiques du au

Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée (désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...)

du au

■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 53 ans et plus au moment de la fin de contrat :

☒ Arrêt maladie du 0 5 0 9 2 0 2 2 au 3 0 0 9 2 0 2 2

du 0 1 0 8 2 0 2 2 au 0 4 0 9 2 0 2 2

du 0 2 0 7 2 0 2 2 au 3 1 0 7 2 0 2 2

du 0 1 0 6 2 0 2 2 au 0 1 0 7 2 0 2 2

du 0 1 0 5 2 0 2 2 au 3 1 0 5 2 0 2 2

Congé maternité du au

Congé paternité du au

Congé d'adoption du au

Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du au

Périodes indemnisées au titre de l'allocation d'activité partielle ou de l'APLD du au

du au

du au

du au

2691016015147 RENAUD Christelle

4. emploi

du au

du au

du au

Autre motif :

(précisez ce motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)

du au

■ Statut particulier : gérant administrateur/PDG/DG Mbre/Pdt du Directoire

 Mbre du Cons. de surveillance Pdt d'une association Mbre d'un GIE Associé/actionnaire

 autre (précisez) :

5. motif de la rupture du contrat de travail

licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire

licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement

licenciement pour motif économique

licenciement pour fin de chantier ou d'opération

licenciement pour autre motif,
(précisez) :autre rupture pour raison économique
(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)

fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

fin de mission d'intérim

rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas
d'aptitude physique constatée par le médecin du travail

fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur

fin de période d'essai à l'initiative du salarié

rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un
contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeurrupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un
contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié

mise à la retraite par l'employeur

départ à la retraite à l'initiative du salarié

rupture conventionnelle

prise d'acte de la rupture de contrat de travail

☒ démission

fin de contrat d'apprentissage

résiliation judiciaire du contrat

rupture pour force majeure ou fait du prince

rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée
ou d'un contrat d'apprentissage

rupture anticipée du CDD pour faute grave

rupture conventionnelle collective

rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité

rupture dans le cadre d'un accord de performance collective

licenciement du collaborateur parlementaire
(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)démission avec versement d'une indemnité de départ
volontaire (fonction publique)

rupture conventionnelle (fonction publique)

autre motif :

(précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice)

2691016015147 RENAUD Christelle

6.1 salaires

Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 53 ans et plus au moment de la rupture du contrat de travail)

	Période de paie		Date de paiement	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures n'ayant pas été intégralement payés	Salaire mensuel brut soumis à contributions patronnales d'assurance chômage
	du	au				
	1	2	3	4	5	
01	01/11/2019	30/11/2019	18/11/2019	117.7 heure(s)		1318.65
02	01/12/2019	31/12/2019	09/12/2019	117.7 heure(s)		1368.65
03	01/01/2020	31/01/2020	17/01/2020	117.7 heure(s)		1325.92
04	01/02/2020	29/02/2020	17/02/2020	117.7 heure(s)		1325.92
05	01/03/2020	31/03/2020	16/03/2020	117.7 heure(s)		1328.34
06	01/04/2020	30/04/2020	22/04/2020	117.7 heure(s)		1340.46
07	01/05/2020	31/05/2020	15/05/2020	117.7 heure(s)		1340.46
08	01/06/2020	30/06/2020	16/06/2020	117.7 heure(s)		1340.46
09	01/07/2020	31/07/2020	20/07/2020	117.7 heure(s)	1 jour(s)	1282.05
10	01/08/2020	31/08/2020	24/08/2020	117.7 heure(s)		1384.31
11	01/09/2020	30/09/2020	09/10/2020	119.07 heure(s)		1348.25
12	01/10/2020	31/10/2020	20/10/2020	109.07 heure(s)		1243.85
13	01/11/2020	30/11/2020	23/11/2020	109.07 heure(s)		1243.85
14	01/12/2020	31/12/2020	18/12/2020	109.07 heure(s)		1293.85
15	01/01/2021	31/01/2021	25/01/2021	109.07 heure(s)		1307.33
16	01/02/2021	28/02/2021	21/02/2021	109.07 heure(s)		1207.32
17	01/03/2021	31/03/2021	31/03/2021	109.07 heure(s)		1216.24
18	01/04/2021	30/04/2021	28/04/2021	109.07 heure(s)		1257.32
19	01/05/2021	31/05/2021	28/05/2021	109.07 heure(s)	1 jour(s)	1197.04
20	01/06/2021	30/06/2021	28/06/2021	109.07 heure(s)		1218.92
21	01/07/2021	31/07/2021	28/07/2021	109.07 heure(s)		1257.32
22	01/08/2021	31/08/2021	28/08/2021	109.07 heure(s)		1257.32
23	01/09/2021	30/09/2021	28/09/2021	109.07 heure(s)	1 jour(s)	1181.68
24	01/10/2021	31/10/2021	28/10/2021	109.07 heure(s)		1199.72
25	01/11/2021	30/11/2021	28/11/2021	109.07 heure(s)		631.95
26	01/12/2021	31/12/2021	28/12/2021	109.07 heure(s)		1022.76
27	01/01/2022	31/01/2022	28/01/2022	109.07 heure(s)		503.96
28	01/02/2022	28/02/2022	28/02/2022	109.07 heure(s)		547.1
29	01/03/2022	31/03/2022	28/03/2022	109.07 heure(s)		577.85
30	01/04/2022	30/04/2022	28/04/2022	109.07 heure(s)		497.51
31	01/05/2022	31/05/2022	28/05/2022	109.07 heure(s)		828.46
32	01/06/2022	30/06/2022	28/06/2022	109.07 heure(s)		1014.31
33	01/07/2022	31/07/2022	28/07/2022	109.07 heure(s)		602.46
34	01/08/2022	31/08/2022	28/08/2022	109.07 heure(s)		650.72
35	01/09/2022	30/09/2022	30/09/2022	109.07 heure(s)		213.32

6.1 salaires

6.2 primes et indemnités

Unedic - DAJ 1240 - 01/22 - men art work - Tous droits réservés

2691016015147 RENAUD Christelle

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant : 617.52 EUR

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? ☐ oui ☒ non

Si oui, précisez laquelle : _____

et précisez le nombre de jours ouvrables : 20

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture : _____ EUR

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : _____ EUR
dont indemnités :☐ légale de licenciement _____ EUR
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)☐ minimale de rupture conventionnelle _____ EUR
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)
Montant correspondant à celui de l'indemnité
légale de licenciement☐ de fin de contrat à durée déterminée _____ EUR☐ de fin de mission _____ EUR☐ de départ à la retraite _____ EUR☐ spéciale de licenciement _____ EUR☐ spécifique de licenciement _____ EUR
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)☐ due aux journalistes _____ EUR☐ légale de clientèle _____ EUR☐ légale due au personnel navigant de l'aviation civile _____ EUR☐ versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T. _____ EUR☐ compensatrice de compte épargne temps (CET) _____ EUR☐ due en raison d'un sinistre _____ EUR☐ autres indemnités légales _____ EUR

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) : _____ EUR

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) : _____ EUR

Une transaction est-elle en cours ? ☐ oui* ☒ non

* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à Pôle emploi.

2691016015147 RENAUD Christelle

7. avance du régime de garantie des salaires

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, une avance de l'AGS :

a-t-elle été perçue ? ☐ oui Pour quelles créances : _____
☐ non Motif : _____

est-elle à percevoir ? ☐ oui Pour quelles créances : _____
☐ non Motif : _____

8. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : Gérard

(prénom) : LIOT

agissant en qualité de :

☐ chef d'entreprise ☐ directeur ☐ comptable ☐ mandataire liquidateur ☐ gérant
☐ responsable RH ☐ administrateur judiciaire ☒ autre (précisez) : Maire de la commune

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : Démission


En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À Aussac-Vadalle

le : 1 7 1 1 2 0 2 2

Signature

Cachet de l'entreprise

Le Maire,

Gérard LIOT

Personne à joindre concernant cette attestation :

CROIZARD Céline

Email : _____

Téléphone : 0 5 4 5 2 0 6 1 6 0

